



Les sénateurs écrivent au ministre

Suite à l'annonce de la possible fermeture de 29 postes de professeurs des écoles, particulièrement en zone rurale, Philippe Bas, Béatrice Gosselin et Jean-Michel Houllégatte ont écrit jeudi 9 février au ministre de l'Education nationale. Ils demandent un rendez-vous à Pap Ndiaye.

« Ces suppressions étaient de 9 postes l'an dernier pour une baisse d'effectif de 384 élèves, rappellent-ils. Si nous appliquions le même ratio, avec 550 élèves en moins, cela représenterait 13 postes au maximum qui devraient être supprimés en septembre 2023 ».

Les parlementaires assurent comprendre qu'un effectif durablement insuffisant d'élèves par classe se traduise par un réexamen du nombre des enseignants affectés dans une école, mais ils s'interrogent sur l'attention apportée au monde rural par le ministère de l'éducation nationale. **« Nous sommes d'autant plus perplexes que nous constatons une forte disproportion des fermetures de classes en défaveur de la Manche par rapport aux autres départements de l'Académie de Normandie. La Manche se voit en effet imposer 30 % des fermetures nettes de classes alors qu'elle représente un peu moins de 15 % de la population normande ».**

Les sénateurs veulent attirer l'attention du ministre sur la dévitalisation croissante du monde rural. **« Les redéploiements de postes au profit de zones plus denses, dans un contexte de gestion de pénurie, va accentuer les fractures territoriales. Au moment où le ministère entreprend une révision des périmètres des zones prioritaires, nous demandons un renforcement de la prise en compte du monde rural, en particulier dans les secteurs les moins denses. Ce réexamen devra se traduire par un allègement des contraintes imposées à la Manche pour le redéploiement des postes de professeurs des écoles à la rentrée prochaine ».**